

LA DESTRUCTION D'UN LIEU DE MÉMOIRE,

ENTRE ÉMOTION ET RÉSISTANCE

Cet article raconte les réactions au sein de la population locale suite à la destruction d'un ancien maquis de la Résistance, abandonné puis réinvesti dans les années ... par un collectif lui donnant une nouvelle vocation nourricière. Il nous a paru intéressant de publier cet article d'une chercheuse en anthropologie, proposant des pistes d'analyses pour éclairer les différences de point de vue sur un lieu emblématique, entre habitants de longue date et nouveaux venus à la recherche de lieux pour construire des alternatives en milieu rural. Dépasant le constat, on peut y chercher les pistes de dialogue entre deux visions du monde aux soubassements pourtant distincts. Avec l'aimable autorisation de la revue *Livraisons d'histoire de l'architecture* dans laquelle cet article a d'abord été publié en 2011, n°22, sous le titre *La destruction d'un lieu de mémoire, entre émotion et résistance* et les remerciements.

Le 11 juillet 2007, les forces de l'ordre se déploient dans la Vallée Française (Lozère) dès les premières heures de la matinée. Sept fourgonnettes de gendarmes, des motards et une pelleteuse réquisitionnée gravissent le chemin abrupt qui conduit à la Picharlerie, un mas occupé depuis cinq ans par un groupe de squatters. Quelques heures plus tard, leurs effets personnels sont ensevelis sous un amas de pierres et de gravats de 50 mètres de long sur plusieurs mètres de large.

« Dans cette vallée surplombée par la Corniche des Cévennes, c'est la stupeur », commente l'envoyée spéciale de *Libération*¹. L'intensité des réactions suscitées par cette destruction est en effet à la mesure de la brutalité de l'événement : « Des personnes affluent, nous témoignant sous des formes multiples leur sympathie [...] Des élus s'en mêlent ; des anciens crient leur indignation : on a détruit une partie de leur passé », rapportent les ex-occupants du lieu. Le conseiller général du canton se confie à un grand quotidien régional : « Je suis complètement bouleversé. Et je ne suis pas le seul [...] car la Picharlerie est un nom qui parle à toute la Lozère ». C'est en effet un haut lieu de la résistance au nazisme durant la seconde guerre mondiale que les forces de l'ordre ont rasé, un « symbole des Cévennes »². La destruction de ce lieu « chargé d'histoire de résistances », décidée par le préfet avec l'accord du propriétaire, un pasteur à la retraite, apparaît aux yeux de certains comme un acte de « vandalisme légal »³. Quant à Jacques Poujol, un ancien résistant, il affirme avoir « vécu comme un cauchemar la nouvelle du passage du bulldozer à la Picharlerie [qui] illustre par excellence, non pas la Résistance en général, abstraite et inhumaine, mais les résistances au pluriel »⁴. En 2005, la section locale du Club Cévenol, une association culturelle qui œuvre à la préservation et à la promotion du patrimoine des Cévennes, avait d'ailleurs émis le vœu qu'une stèle commémorative y soit érigée afin d'honorer la mémoire des maquisards.

La destruction de ce mas considéré comme l'épicentre du paysage mémoriel de la Résistance et érigé en « haut lieu de mémoire » est donc à l'origine d'une véritable déflagration émotionnelle qui a suscité localement de vifs remous ainsi qu'un puissant mouvement de protestation. Que nous dévoile le discours patrimonial des rapports sociaux à l'œuvre sur un territoire, des enjeux idéologiques, identitaires et politiques qui le soutendent ? Nous verrons que derrière une émotion et une mobilisation qui de prime abord ont pu sembler très consensuelles se dessinent en réalité des interprétations distinctes, si ce n'est concurrentes, du passé et du patrimoine. Ce sont ainsi deux récits concurrents qui s'affrontent, s'efforçant chacun d'imposer ce qu'il estime être l'usage légitime du passé⁵.

¹1. Carole Rap, « Ci-git 'La Pich' et le souvenir du maquis », *Libération*, 13 août 2007.

²2. *Midi-Libre*, 21 juillet 2007.

³3. Selon D. Poulot, le discours patrimonial est né avec l'effroi face au vandalisme.

⁴4. Jacques Poujol, « La Picharlerie. Un carrefour mouvementé des résistances », *Patrimoine* 30, n°19, 2007, p.19.

La Picharlerie, un lieu d'histoire et de mémoire

Pour saisir les enjeux mémoriels que cet acte de destruction a mobilisés, il y a lieu de revenir sur la place que tient la Picharlerie dans l'histoire locale.

Une première séquence s'inscrit dans le mouvement général de désertification rurale qui a particulièrement affecté les Cévennes de 1850 aux années 1970. Au cours des années 1930, la Picharlerie, un mas imposant situé sur les hauteurs de Moissac-Vallée-Française est abandonné par ses propriétaires, suite au déclin de la sériciculture et à la crise castanéicole.

Une seconde séquence se situe durant la seconde guerre mondiale. À partir de 1943, des réfractaires au service de travail obligatoire tentent de se cacher dans ces montagnes propices à la clandestinité. Comme ils sont jeunes et sans aucune formation militaire, deux résistants locaux décident de créer un maquis-école à la Picharlerie. À partir de février 1944, le maquis de la Picharlerie, cohabite avec le maquis Bir Hakeim dont le chef veut concentrer dans le secteur l'ensemble des maquis de la région. En avril de la même année, la Wehrmacht entreprend le nettoyage de la Vallée Française. Les maquisards, encerclés par 2000 soldats allemands, parviennent cependant à s'échapper⁵⁶. En représailles, le mas est mitraillé par les SS.

Au retour de la paix correspond une troisième séquence. Le mas est à nouveau abandonné et ses héritiers, indivisaires, se renvoient mutuellement la charge de son entretien. En 1976, un violent incendie parachève l'œuvre du temps. Il n'en reste plus que quelques pans de murs écroulés ; des arbres poussent à l'intérieur des bâtiments et les terrasses de culture s'effondrent, minées par l'érosion et rongées par la végétation.

Enfin, une quatrième séquence s'ouvre au début des années 2000. Le mouvement d'installation rurale, amorcé depuis l'après-68, n'a non seulement pas faibli mais s'est même amplifié. De nouveaux candidats à l'installation, que la flambée des prix de l'immobilier prive de l'accession au logement et au foncier, explorent la montagne à la recherche de maisons abandonnées où s'installer. C'est l'une de ces fermes, signalée comme « ruines » sur les cartes d'État-major, qu'un groupe de personnes investit au printemps 2002, la sachant abandonnée depuis près de 70 ans.

Sous l'empire de l'émotion

Dans les semaines qui suivent la démolition de la Picharlerie, les réunions se multiplient en Vallée Française. Le 17 juillet, Jean Bonijol, le président de l'Association Départementale des Anciens de la Résistance, considéré localement comme le « gardien de la mémoire résistante », participe à une réunion qui se tient à Sainte-Croix-Vallée-Française. Devant une foule mêlée, il évoque sa formation au maquis-école de la Picharlerie ainsi que les terribles combats d'avril 1944 qui ont contraint les maquisards à se disperser. Des habitants du village, des élus locaux, des protestants, des résistants côtoient des néo-ruraux depuis longtemps installés dans le coin ainsi que des militants libertaires et les ex-squatters de la Picharlerie. Tous ont le sentiment de vivre un intense moment de partage, un même élan de révolte contre le caractère injustifiable d'une sanction qui semble disproportionnée au regard des motifs qui la fondent. Le 26 juillet, un autre rassemblement protestataire a lieu à Florac, devant la préfecture ; on y dénonce l'attitude de l'État, considérant qu'au-delà de la question de l'occupation illégale du mas le but poursuivi n'est autre qu'une normalisation liberticide de la société. Lors de la réunion organisée le 25 août suivant à Sainte-Croix-Vallée-Française par les squatters expulsés, on ne compte plus d'anciens résistants ni de Cévenols d'origine parmi les présents. Quant aux deux seuls élus, issus l'un comme l'autre du milieu néorural, qui assistent à la rencontre, ils déclarent être là à titre strictement personnel.

⁵⁶ Maryline Crivello et Nicolas Offenstadt, « Introduction », in Maryline Crivello, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (éd.), *Concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de Provence, 2006, pp. 191-202.

⁵⁷ Traqués, les survivants iront de maquis en maquis jusqu'au massacre de La Parade-La Borie, perpétré le dimanche de Pentecôte 1944. Voir Jacques Poujol, « La Picharlerie... », *op. cit.*, p. 23.

L'évolution de la participation à ces différents rassemblements montre qu'au fil des semaines la diversité sociologique des participants s'est sensiblement réduite. De profondes divergences de vue ont en effet surgi quant aux significations attachées à ce lieu de mémoire. Au-delà du sentiment partagé d'une perte irréparable, la destruction de la Picharlerie a suscité de si profonds antagonismes au sein de la population que certains élus s'inquiètent de l'incidence de l'événement sur la fragile paix sociale qui règne dans la Vallée Française. Le président de la communauté de communes a beau appeler au calme et au dialogue, rappeler dans une délibération largement diffusée que sans la participation active des nouveaux habitants les vallées cévenoles seraient « dans un état de friche et de désertification », et qu'inversement, sans l'accueil qu'ils ont reçu et sans la transmission des savoir-faire anciens, ces derniers n'auraient pu rester, l'incompréhension entre les habitants va en s'accroissant.

La Résistance patrimonialisée : la mobilisation du passé

Dans un précédent travail⁷, m'attachant à identifier ce qui en Cévennes fait patrimoine, j'ai montré que l'identité imaginée s'y est notamment déployée à partir du modèle du **camisard**⁸. L'importance du mouvement de résistance au nazisme durant la seconde guerre mondiale n'a fait que le confirmer, avec l'assimilation récurrente entre camisard et maquisard. Parmi les motifs qui fondent le discours local sur le passé et sur l'identité, l'esprit de résistance apparaît donc comme l'un des plus fédérateurs. Quelle famille cévenole, en effet, ne possède pas son camisard, son galérien pour la foi ou son maquisard, autrement dit ne se situe pas dans la descendance d'un résistant, à la fois victime et héros ? Ce sont ces modestes mais prestigieux ancêtres qui confèrent à chaque chaîne familiale « une raison supérieure d'être, puisque son sang et son sens sont sacrés par l'histoire »⁹. De toutes ces mémoires individuelles émerge ainsi une mémoire collective qui confère au discours identitaire son contenu et sa prégnance affective.

La Résistance – à la fois valeur et moment historique – est donc reconnue par la population locale comme une composante majeure de son identité et de son patrimoine. Elle est le fil conducteur qui relie le présent au passé, les luttes contemporaines aux maquis de la deuxième guerre mondiale et, plus loin encore dans le passé, au Désert de l'insurrection camisarde. Un hymne du maquis composé par Jacques Pujol alors qu'il était chef de groupe du maquis Aigoual-Cévennes établit d'ailleurs clairement cette continuité, au demeurant facilitée par la rime et le quasi anagramme :

« Les fiers enfants des Cévennes,
Réfractaires et maquisards,
Montrent qu'ils ont dans les veines,
Le sang pur des Camisards »

L'esprit de résistance censé caractériser la mentalité cévenole, cet « esprit frondeur » dans lequel la population aime à se reconnaître, ne manque pas d'attrait pour tous ceux qui se sont installés dans la région à diverses époques. Selon un dossier de l'Académie de Montpellier consacré aux Cévennes¹⁰ et intitulé « Terre de résistances », il aurait également séduit les néo-ruraux des années 1970 et, plus récemment, les altermondialistes, « résistants eux aussi », qui ont trouvé en Cévennes « un havre de paix et aussi de combat ». Un point de vue que partagent les occupants de la Picharlerie : pour eux, l'histoire des Cévennes « s'est à plusieurs reprises identifiée, au cours des siècles, à l'histoire des résistances aux pouvoirs en place, jadis royal et religieux, hier collaborationniste, plus récemment au mode de vie dévastateur et inhumain du monde moderne ».

⁷8. Françoise Clavairolle, *La Borie sauvée des eaux. Ethnologie d'une émotion patrimoniale*, Rapport à la Mission à l'Ethnologie, Direction de l'architecture et du patrimoine, Ministère de la culture, 2006, 246 p.

⁸ Ndlr : On appelait camisards les paysans cévenols qui se sont soulevés de 1702 à 1704 contre les persécutions subies par les protestants suite à la révocation de l'édit de Nantes. La guerre des camisards marqua durablement les esprits, jusqu'à devenir dans l'imaginaire collectif un élément constitutif d'un supposé esprit de résistance cévenol.

⁹9. Jean-Noël Pelen, « Le légendaire de l'identité communautaire en Cévennes, du XVIII^e siècle au XX^e siècle », *Le Monde alpin et rhodanien*, n°1-4, 1982, p. 130.

¹⁰13. Académie de Montpellier, « Terres de résistance. Les maquis des Cévennes gardoises (1942-1945) », http://www.ac-montpellier.fr/ia30/actualites/actuas_2005/documents/cevennes_resistance.pdf

Mais la Résistance ne revêt pas qu'une signification locale, elle appartient également à la mémoire collective du pays tout entier, au « Panthéon des références sacrées de la nation française »¹¹. Substantivée, elle occupe dans l'imaginaire collectif une place majeure car elle véhicule les valeurs cardinales de la Nation française : fraternité, justice et tolérance. La figure du Résistant incarne donc une certaine conception de l'identité nationale, adossée à des valeurs morales. Elle crée ainsi un espace social commun, susceptible de rassembler la population de l'Hexagone.

Une mémoire disputée : pétrification patrimoniale, conflit de légitimité et quête de reconnaissance

Quoique l'émotion suscitée par l'événement, en tant que comportement collectif, semble unanime et s'exprime dans des termes sensiblement identiques, son vocabulaire étant relativement restreint, une lecture univoque de celle-ci serait néanmoins réductrice. Mobilisée différemment selon les personnes et les groupes, elle reflète des visions du monde distinctes, voire concurrentes. Ainsi les tensions qui se font progressivement jour au sein de la population locale, une fois le pic émotionnel passé, sont liées au décalage entre leurs horizons d'attente et d'expérience respectifs.

L'enquête montre en effet que deux discours antagonistes tentent chacun d'imposer leur usage légitime du passé et leur définition de la Picharlerie comme bien commun.

Le premier est généralement le fait de personnes – des Cévenols d'origine, mais une partie d'entre eux seulement – qui revendiquent leur autochtonie en défendant une conception essentialiste et exclusive de l'identité. Le lieu patrimonial est alors perçu comme la matérialisation de l'histoire locale, un témoin d'une identité enracinée, d'une appartenance fondée sur la parenté et la transmission de la mémoire familiale. Dans cette perspective, la Picharlerie apparaît comme le réceptacle d'une identité figée sur l'énonciation de son passé : dès lors, la destruction de ce « lieu mythique » est ressentie comme un véritable déni d'identité. Ainsi naturalisé, l'« esprit de résistance » renvoie à une conception quasi génétique de l'appartenance qui n'est pas sans conséquences ; la rhétorique identitaire procède dans ce cas d'un modèle qui se moule volontiers dans un communautarisme vecteur d'intolérance. De ce point de vue, les squatters incarnent une double menace : non seulement ils sont étrangers à la région et ne sont donc pas issus d'une lignée résistante locale dont ils retireraient une légitimité, mais en outre leur positionnement politique est source de méfiance et d'incompréhension. On comprend mieux alors leurs réticences à ce que d'autres qu'eux s'emparent de cette histoire et la revendiquent : l'appropriation du symbole de la Résistance est ressentie à la fois comme un détournement de sens et comme une dépossession.

Le second discours, porté par les ex-squatters et par ceux qui les soutiennent, est en rupture avec le précédent. Contre une conception fermée du patrimoine et de l'identité que ce dernier véhicule, il suggère au contraire que l'occupation de la Picharlerie a été une manière de faire vivre l'héritage en l'actualisant. Dans cette appropriation patrimoniale, on peut également voir une quête de reconnaissance : l'universalité des valeurs incarnées par le lieu n'offre-t-elle pas une voie détournée pour se doter d'une légitimité au regard du territoire, en suggérant que les « bons fils » seraient moins les descendants « biologiques » que ces nouveaux venus qui font preuve non seulement d'une connaissance de l'histoire locale mais aussi d'une volonté de sauvegarder cet héritage ?

Le patrimoine, catafalque¹² du passé ?

Ce sont donc bien deux conceptions du passé et du patrimoine qui sont en concurrence.

La première, classique, proche du modèle originel, y voit un bien transmis au sein d'un collectif selon l'axe des générations. Fondamentalement conservatrice, cette politique de la mémoire est exclusivement tournée vers une reconstruction/idéalisation du passé.

¹¹ 14. Philippe Hanus, « Mémoire, histoire et actualité de la Résistance. Vassieux-en-Vercors. 16 octobre 2004 », *Bulletin de l'Association Rhône-Alpes d'Anthropologie*, n°54, 2005, p. 12.

¹² Estrade décorée sur laquelle, pendant une cérémonie funèbre, on place le cercueil, réel ou figuré, d'un mort (ndlr, Dictionnaire de l'Académie française)

La seconde renverse au contraire le rapport au passé en s'inscrivant dans la perspective ouverte par J. Davallon avec sa notion de « filiation inversée » qui renvoie à une construction « depuis le présent » de la filiation, nous instituant par là « héritiers de ces choses du passé »¹³. « Qui peut prétendre à vivre dans ce pays ? », s'interroge une personne qui soutient les squatters : « ceux qui ne l'ayant pas reçu en cadeau d'héritage le font renaître en y habitant, en le restaurant à leur manière, en le cultivant, ou bien celui qui l'ayant reçu de ses ancêtres le tue en l'abandonnant puis en le rasant ? ». C'est également l'avis d'un mystérieux « comité du Bois » qui réagit sur le site Internet de la Picharlerie : « 50 ans après, qui est là ? Qui reconstruit le toit parti en fumée, les étages ? Qui reprend les traversiers aux griffes des ronciers ? Qui rouvre les circuits subtils de l'eau ? Qui redonne vie à cette âme morte qui a tant vécu ? Des gens qui inventent une vie nouvelle au lieu de jouer les victimes ».

Les ex-occupants s'engouffrent dans la brèche ouverte à la fois par le statut du propriétaire (« un pasteur ! ») et par le discours identitaire d'une partie de la population locale. Ils condamnent l'attitude du clerc « obscurantiste » ainsi que de tous ceux qui préféreraient, affirment-ils, voir la Picharlerie « rasée et morte, plutôt qu'occupée et vivante ». Le fait qu'un pasteur porte principalement la responsabilité de cet acte destructeur suscite la consternation et l'incompréhension, tant il paraît contradictoire avec les valeurs de tolérance et de solidarité que revendique le protestantisme : « Voilà un serviteur de Dieu, et qui plus est de l'Eglise réformée de France pour laquelle [...] l'accueil des réprouvés du monde et la notion de résistance à l'oppression ne sont pas des vains mots, qui n'aura pas assez d'années désormais pour mettre en cohérence ses actes et ses convictions » remarque un des soutiens des squatters ; un autre n'a pas de mots assez durs pour fustiger ce serviteur de la religion réformée « qui a préféré fouler aux pieds ce pour quoi il était appelé ». Le malaise est d'autant plus vif que L'Eglise réformée est souvent allée extrêmement loin dans son souci d'actualisation du passé, avec notamment l'engagement pris en 1942 par les pasteurs de tout mettre en œuvre pour sauver les Juifs¹⁴ ; or le propriétaire de la Picharlerie ne saurait l'ignorer, pas plus qu'il ne peut méconnaître le fait que la minorité protestante est indissociable, par la résistance dont elle a fait preuve face au rejet et aux persécutions, de l'idée de liberté. Certains s'indignent d'ailleurs de la faible réaction du milieu protestant alors que l'évènement aurait dû avoir un retentissement tout particulier dans une population qui se flatte d'avoir joué un rôle majeur dans l'institution de valeurs qui ont été fixées dans le marbre de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen : « Faut-il rappeler les bancs de nage des galères auxquels ils étaient enchaînés parce qu'ils avaient exercé cette liberté de pensée ? Et l'inscription « résister » gravée dans la pierre du cachot de la tour de constance à Aigues-Mortes ? », arguent-ils. Pour eux, il importe donc qu'« au souvenir lâche et futile, le présent oppose et propose ses luttes ».

La politisation du débat : entre localité et universalité

Insensiblement, de manifestations sur la place publique en forums de discussion, l'émoi, qui immédiatement après la démolition de la Picharlerie avait une résonance patrimoniale, prend une signification de plus en plus politique. Le rassemblement du 25 août 2007 marque à cet égard un tournant : alors qu'un débat houleux met aux prises les partisans d'un dialogue avec la population autochtone et les squatters qui depuis l'évènement sont en voie de radicalisation, la création d'un collectif « pour vivre et résister ici et maintenant » est annoncée. Ses objectifs sont présentés dans un texte illustré par un dessin qui est une allusion directe à la destruction de la Picharlerie : une pelle mécanique dont le bras est armé d'une masse utilisée pour les démolitions.

Dès lors, les divergences ne vont plus cesser de se creuser, dans un premier temps entre squatters et défenseurs d'une conception fermée de la « cévenolité », puis parmi tous ceux qui avaient massivement soutenu les squatters.

Ce sont d'abord les anciens résistants qui se désolidarisent des squatters, se refusant à comparer « l'illégalité du squat avec l'illégalité de ceux qui ont risqué leur vie en 39-45 »¹⁵. Puis c'est la

¹³20. Jean Davallon, « Le patrimoine : “une filiation inversée” ? », *EspacesTemps*, n°74-75, 2000, p. 11.

¹⁴21. Voir Philippe Joutard, « Le Musée du Désert : une mémoire protestante », in Pierre Nora, (dir.), *Les lieux de mémoire I, les France III*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 2673-2675.

¹⁵22. Carole Rap, « Ci-gît... », *op. cit.*

randonnée commémorative organisée en avril 2008 à la Picharlerie, en lieu et place de la pose d'une stèle, qui tourne court ; loin de calmer les esprits, elle ne fait au contraire qu'aviver les dissensions. Le mot d'ordre des organisateurs, « oublier les polémiques du XXI^e siècle » – allusion à peine voilée à la controverse provoquée par la destruction de la Picharlerie –, est en effet aussitôt traduit lapidairement par un proche des anciens squatters : « La résistance commence avec les héros et les martyrs du comité national de la Résistance... et s'y arrête. Ainsi béatifiée, l'histoire se fige ».

Mais des désaccords surgissent également entre les squatters et leurs sympathisants, comme le montre la lettre ouverte que leur adresse un ancien militant maoïste, familier de la région et dans laquelle il les met en garde contre « les dangers de la pente savonneuse sur laquelle [ils] se sont engagés en reprenant à leur compte les mythes de la Résistance ». Y décelant au contraire le prélude à la reconstitution de l'Etat-nation, ce qui est loin à ses yeux de satisfaire leur volonté d'autonomie, il les exhorte à ne pas venir « bassiner avec la Résistance, terme qui renferme le même mensonge que celui de démocratie »¹⁶. La faible présence de néoruraux depuis longtemps intégrés au sein de la population locale lors du rassemblement du 25 août 2007 vient en outre confirmer leur prise de distance vis à vis des anciens squatters.

Deux ans après le rasement de la Picharlerie, même si la sensibilité à l'événement est encore vive, les significations qui y sont attachées semblent s'être déplacées. La polémique qui s'était nouée autour du sens qu'il convient de conférer à ce haut lieu de la Résistance a dans un premier temps été le levier d'une crise locale des rapports sociaux, puis d'une mobilisation politique visant en quelque sorte à « délocaliser » le discours local¹⁷. Tandis que certains « locaux » s'emploient à se démarquer des squatters, leur reprochant d'instrumentaliser la Résistance afin de légitimer une occupation illégale et qui menace le droit de propriété, ces derniers dénoncent en retour une pratique de la mémoire volontairement sélective et déformante, qui n'aurait d'autre objectif que de justifier leur éviction.

On peut se demander dans quelle mesure ce n'est pas l'impossibilité à dépasser cette opposition entre deux usages du passé qui a creusé la frontière entre les squatters, en demande de légitimité territoriale, et ceux parmi les autochtones qui y recherchent une confirmation d'identité.

En se focalisant sur la dimension patrimoniale des affects, ne court-on pas le risque d'une lecture simplificatrice de ces mobilisations collectives ? Dans le cas étudié, la frontière semble extrêmement ténue et poreuse entre la réaction collective engagée au nom du patrimoine et celle qui l'est au nom d'une certaine conception de la justice sociale.

Françoise Clavairolle
Maîtresse de conférences en anthropologie

¹⁶23. André Dréan, « Des mythes de la Résistance en Cévennes et ailleurs », *A-Infos*, 2007, <http://ainfos.ca/fr/ainfos06913.html>

¹⁷24. Maryline Crivello et Nicolas Offenstadt, « Introduction », *op. cit.*, p. 199.